

Signataires :

AIDES / ASUD MSY / Bus 31-32 / Collectif Belsunce / Collectif Biaggi / Collectif Je Dis Oui / Médecins du monde
/ Nouvelle Aube / Vers Marseille sans sida et sans hépatites

Drogues et grande précarité au centre-ville de Marseille :

A quoi jouent les pouvoirs publics ?

Communiqué – Marseille, le 31 juillet 2025

Nous, associations de prévention et de réduction des risques, collectifs citoyens, structures de prise en charge des addictions, travailleurs de rue et comités de riverains exprimons – ENCORE – nos plus sérieuses inquiétudes quant à la dégradation constante de la situation en centre-ville.

La situation des personnes en grande précarité et consommatrices de drogues, d'abord, littéralement abandonnés par la puissance publique, dont la santé et les conditions de subsistance se dégradent à une vitesse folle depuis 2022. Celle des habitants des quartiers concernés également, « spectateurs du désespoir » pour paraphraser l'un d'eux, et victimes collatérales d'une politique des drogues aussi archaïque qu'inopérante.

Faute de dispositifs d'accompagnement social et sanitaire suffisamment dotés, faute de structures permettant une consommation supervisée ouvrant une porte vers le soin, et faute d'une réelle politique d'accès au logement, il ne reste que la rue pour ces femmes et ces hommes ultra précarisés, dont le nombre a doublé en centre-ville depuis 2023.

Logiquement, les tensions entre personnes à la rue et riverains ne cessent de s'accroître. Sans solution pérenne en termes d'accès à l'eau, à l'hygiène et à des toilettes décentes, ces personnes doivent lutter quotidiennement contre des conditions de salubrité indignes. De fait, ces conditions impactent également les habitants. Les surdoses, les rixes exacerbées par ces conditions de vie extrêmes, et le simple fait de vivre dans la rue engendrent régulièrement des drames qui pourraient être évités. Et rendent la vie des habitants de plus en plus compliquée.

Le 15 juillet dernier, nos associations étaient conviées « en urgence » par la Préfecture des Bouches-du-Rhône et l'Agence régionale de santé, afin de proposer des solutions et tenter d'apaiser une situation devenue intenable pour toutes et tous. A commencer par les personnes directement concernées.

Nous avons pointé le manque de moyens, la saturation des dispositifs médico-sociaux et l'absence de réponse publique adaptée en matière d'accès au logement. Pour rappel, les associations d'action sociale et de réduction des risques qui travaillent en centre-ville constatent toutes depuis 2023 une hausse sans précédent du nombre de personnes qui ont besoin d'accompagnement médico-psycho-social¹ sur le long terme.

Nous avons également rappelé que cette situation, largement prévisible, est une des conséquences directes de l'incapacité de l'Etat. L'incapacité chronique à répondre aux besoins primaires d'un public marginalisé que personne ne veut voir. L'incapacité aussi à mettre en place des dispositifs d'accompagnement, validés par la science depuis plus de 30 ans. Ces dispositifs ont pourtant fait leurs preuves partout en Europe, y compris en France, en réduisant de façon drastique les risques liés à l'usage de drogue et les problématiques de tranquillité publique pour les

¹ Pour ASUD MSY par exemple : 499 personnes accompagnées en 2023, 635 en 2024, plus d'un millier en projection sur l'année 2025. Du jamais vu depuis sa création il y a 30 ans.

habitants des quartiers concernés. Nous pensons évidemment aux Haltes soins addictions, (HSA) dont l'implantation marseillaise a été abandonnée en janvier 2024 sur pression du ministère de l'Intérieur et d'une poignée d'opposants.

Résultat de cette rencontre ? A l'heure où nous écrivons, aucune annonce spécifique n'a été faite, aucun moyen concret n'a été mis sur la table. A l'issue de la réunion, la Préfecture s'est contentée d'un communiqué exclusivement axé sur « la lutte contre le narco-trafic et la délinquance en centre-ville ». Oubliant en chemin que la délinquance est d'abord le fruit de la misère et de l'exclusion sociale.

Nous avons indiqué aux autorités nos demandes d'engagement à mettre en œuvre des réponses adaptées, durables et sur tout le territoire de la ville.

Nous exprimons également notre pleine solidarité avec les collectifs de riverains, qui subissent eux-aussi cette situation. Ils sont d'ailleurs de plus en plus nombreux à partager nos constats et beaucoup appellent désormais à une réponse sociale et sanitaire adaptée. Notamment à la mise en place urgente de HSA ou autres dispositifs similaires².

Qu'attendent donc les pouvoirs publics pour prendre enfin la mesure de ce qui est d'abord une catastrophe sociale et un enjeu majeur de santé publique ? Combien de drames, pourtant évitables, faudra-t-il encore pour que la réponse publique se montre à la hauteur ?

Pour la première fois, associations et collectifs de riverains ont décidé de joindre leurs forces et de mener ce combat ensemble, dans l'espoir d'être enfin entendus.

Nous demandons :

- **L'annonce immédiate de moyens supplémentaires, adaptés à la réalité des besoins, afin de renforcer le travail de rue des associations et l'offre d'accompagnement.**
- **La mise en place d'une politique ambitieuse d'accès au logement pour les publics les plus précarisés.**
- **La reprise des discussions concernant l'implantation de HSA ou dispositifs similaires sur le territoire marseillais.**
- **La mise en place de rendez-vous réguliers avec les institutions concernées (Préfecture, ARS et Ville) afin que la parole des associations, des habitants et des personnes concernées soit davantage entendue.**
- **La réouverture de centres médico-psychologiques, qui constituaient une offre de premier recours et répondaient à un besoin réel et évident.**
- **Une réflexion de fond pour un meilleur accès à l'eau, à des douches et à des toilettes dignes pour les personnes à la rue.**

Contacts presse :

ASUD Marseille : Antoine Henry - 06 21 93 11 92

AIDES : Margot Cherrid – 06 10 41 23 86

Bus 31-32 : Michel Bourrelly – 06 25 91 64 07

Collectif Belsunce : Karim – 06 60 62 20 60

Médecins du Monde : Didier Febvrel – 06 25 35 56 35

Nouvelle Aube : Joachim Levy – 06 07 32 69 63

² AFP, 18/7/2025 : <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20250718-au-cœur-de-marseille-la-cocaïne-prospère-sur-la-précarité>